Signez l’appel au boycott citoyen des élections européennes !

Le 05-11-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF



L’Union européenne (U.E.) et sa monnaie unique – un véritable sado-monétarisme - martyrisent les peuples sous le talon de fer de l’austérité à perpétuité. En 2019, cette politique et ce système devront être sanctionnés. Le meilleur moyen sera de délégitimer l’U.E., l’euro, les traités, la Commission, la Banque centrale européenne, la Cour de justice et le « Parlement » européen – tout le système - par une abstention massive, une véritable grève du vote. En 2009, l’abstention avait battu en France un record avec 59,4%, pour retomber à 57,6% en 2014. En 2019, il faut dépasser les 60% !

Le devoir de tout citoyen, lorsqu’une élection est organisée démocratiquement, et que son résultat peut avoir un effet politique réel sur les institutions, est d’utiliser son droit de vote conquis de haute lutte. Ce n’est pas le cas de l’élection au « Parlement » européen.

C’est le principe même de l’élection à un parlement européen qui doit être récusé. Un parlement, à l’échelle européenne, n’a pas lieu d’être car il n’existe aucun peuple européen susceptible, au moyen d’un État européen, de se former en communauté politique à l’échelle du continent et d’y exercer sa souveraineté. Si tel était le cas, les pouvoirs de ce parlement européen s’exerceraient nécessairement au détriment des pouvoirs des parlements nationaux.

Le vote de 2019 sera totalement stérile puisque le « Parlement » européen n’a pas les pouvoirs de faire évoluer l’Union européenne. Il ne possède aucune des prérogatives d’un vrai parlement : il ne peut pas changer les traités qui fondent l’U.E., ne peut pas voter l’impôt, n’a pas l’initiative des lois… En outre, que les libéraux, les sociaux-démocrates européens, les Verts, le Parti de la gauche européenne gagnent des sièges, ne changera rien aux orientations politiques puisque l’eurodroite et la social-démocratie pilotent ensemble les travaux parlementaires.

Le boycott des élections européennes servira aussi à dénoncer le double jeu politicien des partis qui adoptent un ton critique vis-à-vis de l’Europe et qui, pourtant, en acceptent le principe en présentant des listes aux élections. On ne peut en effet, d’un côté, prétendre vouloir sortir de l’euro et de l’Union européenne, et d’un autre côté vouloir entrer dans le système – dans lequel certains sont déjà entrés par la présence de députés européens - pour se goberger comme les autres. Ces partis cautionnent ainsi et profitent eux-mêmes de ces institutions qui leur garantissent des revenus substantiels.

L’élection au « Parlement » européen n’est qu’une farce électorale. Elle n’a d’autre but que de simuler un acte démocratique et légitimer ainsi tout le système de l’U.E. C’est un devoir citoyen de voter quand le suffrage sert à la souveraineté du peuple, c’est aussi un devoir civique de refuser de voter quand le suffrage vise à détruire la souveraineté nationale et populaire. D’ailleurs, pourquoi se faire prendre deux fois au même piège ? En refusant de tenir compte du NON français du 29 mai 2005 au référendum sur le traité constitutionnel européen, le système a démontré son caractère tyrannique et dictatorial. Aucune élection juste n’y est possible.

Face à cette entreprise d’effacement national et de régression sociale et démocratique, aucune des forces politiques françaises en lice lors des prochaines élections européennes ne porte de projet alternatif et progressiste. Certaines de ces forces annoncent leur participation à ces élections pour faire parler d’elles. D’autres, espérant obtenir quelques élus, veulent faire du « Parlement » européen une caisse de résonnance à leurs revendications. Ce ne sont qu’illusions et diversions. Illusions, car les grands médias ignorent les petites listes, tandis que l’absence de couverture médiatique des débats de ce « parlement » d’opérette interdit de donner le moindre écho aux mouvements euro-critiques. Diversions, car en participant à ce simulacre électoral, ces forces politiques cautionnent le système européen qu’elles prétendent dénoncer par ailleurs.

Seuls les citoyens qui se seront abstenus auront clairement délégitimé l’U.E. Leur acte sera un coup de tonnerre politique confirmant l’absence de toute crédibilité de l’Union européenne, la ridiculisant et ouvrant un espace sans précédent aux luttes populaires. Le véritable enjeu de cette mascarade électorale sera donc l’abstention citoyenne. À ce propos, la différence doit être clairement faite avec le vote blanc. Ce dernier est l’acte politique le plus efficace, lors des élections nationales, pour exprimer son rejet des forces politiques en présence lorsque l’on estime qu’il n’existe pas d’offre politique satisfaisante. L’enjeu des élections européennes n’est pas celui d’un manque d’offre politique, c’est celui du principe même de cette élection à laquelle il ne saurait être question de participer. En 2019, le meilleur choix pour manifester son mécontentement à l’égard de l’U.E. sera de boycotter activement l’élection européenne, c’est-à-dire de faire campagne pour le boycott !

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire